

Réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun : quand l'informel précède et côtoie le formel

Mamtsaï Yagaï

Université de Maroua, Cameroun

[Doi:10.19044/esj.2026.v22n8p79](https://doi.org/10.19044/esj.2026.v22n8p79)

Submitted: 17 February 2026

Accepted: 19 March 2026

Published: 31 March 2026

Copyright 2026 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Yagaï. M. (2026). *Réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun : quand l'informel précède et côtoie le formel*. European Scientific Journal, ESJ, 22 (8), 79. <https://doi.org/10.19044/esj.2026.v22n8p79>

Résumé

L'insurrection de Boko Haram représente l'un des défis sécuritaires, sociaux et politiques les plus persistants du Bassin du Lac Tchad. Depuis 2009, le conflit a causé plus de 20 000 morts et provoqué le déplacement de plus de 2,4 millions de personnes dans la région (ONU, 2020 ; MSF, 2021). Depuis 2017, plusieurs vagues de retour de personnes anciennement associées à Boko Haram ont été observées dans les Monts Mandara du Cameroun. L'État du Cameroun a adopté une loi de répression des actes de terrorisme et a créé, par le décret n°2018/719 du 30 novembre 2018, un Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR). Cependant, au début 2024, la cartographie des ex-associés présents dans les Monts Mandara indique qu'il y a plus d'ex-associés gérés dans l'informel que dans le cadre formel. La question posée est la suivante : comment l'informel précède-t-il et côtoie-t-il le formel en matière de réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun ? La théorie du capital social de liaison de Woolcock et Narayan (2000), qui établit des connexions entre les individus ou les communautés locales et des structures institutionnelles plus larges, offre le cadre analytique de cette étude. L'hypothèse est que l'informel précède et côtoie le formel dans la réintégration des ex-associés à Boko Haram. Cette étude qualitative s'appuie sur des entretiens semi-directifs réalisés en janvier 2025 auprès de 17 informateurs clés, sélectionnés par échantillonnage non probabiliste en boule de neige et par choix raisonné. Les informateurs incluent

des autorités administratives, traditionnelles, des élus locaux, des chefs religieux, des responsables d'ONG et des représentants d'agences des Nations Unies dans les communes de Kolofata, Mora, Mozogo, Mokolo et Méri. Les résultats montrent que les pratiques informelles de réintégration ont été mises en place par les communautés locales et les organisations humanitaires bien avant l'instauration du cadre formel par le gouvernement camerounais, et qu'elles continuent de le côtoyer. La saturation théorique a été atteinte à partir du 15^e entretien. La triangulation des données et le members checking ont assuré la fiabilité des résultats. L'étude recommande la mise en place d'un cadre de réintégration intégré permettant une véritable formalisation des efforts, les acteurs institutionnels devant s'ouvrir davantage aux initiatives communautaires et locales.

Mots clés : Réintégration, ex-associés à Boko Haram, Monts Mandara, informel, formel, Cameroun

Reintegration of Former Boko Haram Members in the Mandara Mountains of Cameroon: When the Informal Precedes and Coexists with the Formal

Mamtsaï Yagai

Université de Maroua, Cameroun

Abstract

The Boko Haram insurgency represents one of the most persistent security, social, and political challenges in the Lake Chad Basin. Since 2009, the conflict has caused more than 20,000 deaths and displaced over 2.4 million people in the region (UN, 2020). Since 2017, several waves of returnees formerly associated with Boko Haram have been observed in the Mandara Mountains of Cameroon. Following United Nations Security Council resolutions, the Cameroonian government adopted a law to repress terrorist acts and created, by decree No. 2018/719 of 30 November 2018, a National Committee for Disarmament, Demobilization and Reintegration (CNDDR). However, as of early 2024, the mapping of former associates in the Mandara Mountains indicates that more former associates are managed informally than through formal frameworks. This study asks: how does the informal precede and coexist with the formal in the reintegration of former Boko Haram associates in the Mandara Mountains of Cameroon? Woolcock and Narayan's (2000) bridging social capital theory provides the analytical framework. The hypothesis is that the informal precedes and coexists with the formal in the

reintegration process. A qualitative methodology was used, based on semi-structured interviews conducted in January 2025 with 17 key informants selected through purposive and snowball sampling in the communes of Kolofata, Mora, Mozogo, Mokolo and Méri. Theoretical saturation was reached at the 15th interview. Data triangulation and member checking ensured reliability. Results show that informal reintegration practices were established by local communities and humanitarian organizations before the formal framework was put in place, and continue to coexist with it. The study recommends the establishment of an integrated reintegration framework, with institutional actors opening up more to community and local initiatives.

Keywords: Reintegration, former Boko Haram associates, Mandara Mountains, informal, formal, Cameroon

Introduction

Le terrorisme et l'extrémisme violent sont des phénomènes complexes qui touchent de nombreuses régions du monde. Ils comptent parmi les principaux obstacles à la paix et au développement durable. Boko Haram, groupe djihadiste radical apparu au Nigeria à la fin des années 1990, a été officiellement fondé par Mohammed Yusuf à Maiduguri en 2002. Depuis le début de son insurrection armée en 2009, le groupe a été classé parmi les organisations extrémistes les plus meurtrières au monde. La région du Bassin du Lac Tchad a enregistré plus de 20 000 morts entre 2009 et 2020, le déplacement de plus de 2,4 millions de personnes, et 9,2 millions d'individus en situation d'insécurité alimentaire (ONU/OCHA, 2020 ; IEP, 2016 ; MSF, 2021).

Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, les rapports du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'Homme de 2015 à 2017 inventorient des milliers de morts parmi les civils et les éléments des forces de défense et de sécurité, à la suite des attaques des positions militaires, des incursions en territoire camerounais, des attentats suicides, des poses de mines, des incendies de cases et de centres de santé. Des milliers de personnes, notamment des enfants et des femmes, ont été enlevées pour servir de bombes humaines, de combattants, de messagers, de porteurs, d'éclaireurs ou d'esclaves sexuels (Saïbou Issa et al., 2020 ; MSF, 2021).

Ayant participé au Sommet de Paris consacré à la sécurité au Nigeria le 17 mai 2014, le Président de la République du Cameroun, Paul Biya, y a officiellement déclaré la guerre à Boko Haram (Assouga, 2018). À son retour, il a réorganisé l'armée en créant une quatrième région militaire dans l'Extrême-Nord et engagé une partie des forces armées camerounaises dans la mise en place de la Force Mixte Multinationale (FMM), regroupant des militaires du Nigéria, du Niger, du Cameroun, du Tchad et du Bénin. Créée par le Conseil

de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, la FMM a été officiellement lancée le 25 mai 2015 à N'Djamena par le Commissaire de l'Union Africaine pour la Paix et la Sécurité (Mudage & Iragi, 2022). Son mandat a été renouvelé le 5 décembre 2018.

En mars 2017, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2349, qui condamne fermement les attaques terroristes perpétrées par Boko Haram et l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) dans la région du Lac Tchad. Cette résolution souligne l'importance d'une réponse englobant les dimensions sécuritaires, humanitaires et de développement, tout en appelant à une coopération régionale renforcée pour lutter contre le terrorisme et ses causes profondes. Dans cette dynamique, le Cameroun a mis en place en novembre 2018 le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR) par décret présidentiel n°2018/719.

Suite à l'appel lancé par les autorités camerounaises en 2017 — avant même la mise en place du CNDDR — relayé par les autorités locales, plusieurs ex-associés de Boko Haram se sont rendus. Selon Mahmood & Ani (2018), une partie des membres des communautés d'accueil percevait ces ex-combattants comme étant trop facilement pardonnés, ce qui a conduit à des formes de discrimination et de stigmatisation. Face à cette situation, les communautés locales et les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) ont initié des processus informels de réintégration (Owonikoko, 2023). La dynamique de réintégration s'est ainsi construite progressivement autour de deux grands pôles — l'informel et le formel — qui coexistent et interagissent, posant des défis d'articulation et de complémentarité.

Comment l'informel précède-t-il et côtoie-t-il le formel dans la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun ? Cette étude explore cette question en définissant d'abord les concepts clés et en présentant une revue de littérature ciblée sur les dynamiques formelles et informelles de réintégration. Elle mobilise ensuite la théorie du capital social de liaison comme cadre analytique, avant de présenter l'approche méthodologique, les résultats, leur interprétation et la discussion.

2. Cadre théorique, définition des concepts et revue de littérature

2.1. Les Monts Mandara

Les Monts Mandara constituent un vaste ensemble de plateaux et massifs granitiques et volcaniques s'étendant sur environ 150 km de longueur et 70 km de largeur au Cameroun (Seignobos & Iyébi-Mandjek, 2017). Le climat soudano-sahélien de la région est marqué par l'alternance de deux saisons distinctes. Les reliefs escarpés ont historiquement joué un rôle stratégique de protection contre les razzias esclavagistes des royaumes musulmans de la cuvette tchadienne (Melchisedek, 2011). Les zones de Kolofata, Mora, Méri, Mozogo et Mokolo constituent des foyers d'étude

privilégiés pour analyser la réintégration des ex-associés de Boko Haram, particulièrement en raison de la présence significative de ces derniers dans ces communes.

2.2. Boko Haram

Boko Haram, officiellement connu sous le nom de Jama'atu Ahlis-Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad (JAS), est un groupe islamiste armé originaire du Nord-est du Nigéria (Carchereux & Lenoble, 2024 ; Pérouse de Montclos, 2015). Le mouvement voit le jour en 2002 à Maiduguri sous la direction de Mohammed Yusuf, qui repose sur une critique radicale de l'ordre social et politique, dénonçant l'injustice sociale, la corruption des élites et l'échec de l'État nigérian à répondre aux besoins des populations marginalisées du nord du pays (Cohen, 2015). La radicalisation s'accélère sous la direction d'Abubakar Shekau, qui prend la tête du groupe en 2010, intensifiant les attaques contre les institutions étatiques, les écoles et les civils (Seignobos & Iyébi-Mandjek, 2017). En 2015, Boko Haram prête allégeance à l'État Islamique, entraînant la formation de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) (Zenn, 2017).

2.3. Ex-associés à Boko Haram

Le concept d'« ex-associé à Boko Haram » revêt une importance cruciale dans l'analyse des conséquences multidimensionnelles de l'insurrection. Le terme couvre plusieurs catégories de personnes : les combattants actifs ayant participé aux opérations armées ; les croyants radicalisés engagés dans le groupe sans prendre part aux combats ; les ex-otages ayant été capturés et forcés de suivre le groupe (incluant des femmes et enfants utilisés comme bombes humaines, esclaves sexuels ou porteurs) ; et les membres de familles de combattants. Cette catégorisation tripartite — développée sur le terrain par la FMM dès 2017 — est fondamentale pour adapter les réponses de réintégration aux profils spécifiques.

2.4. Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR)

Le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (DDR) est un processus structuré visant à faciliter la transition des ex-combattants vers une vie civile pacifique. Il comprend le désarmement (collecte des armes), la démobilisation (dissolution des structures armées) et la réintégration (accompagnement socio-économique durable) (Knight & Ozerdem, 2004 ; Schulhofer-Wohl & Sambanis, 2010). Les Normes Intégrées de DDR des Nations Unies (ONU, 2016) incitent tous les États engagés dans des processus DDR à agir dans un cadre formel, avec les gouvernements nationaux comme acteurs principaux et la communauté internationale en appui.

2.5. Réintégration formelle et informelle

La réintégration formelle des ex-associés repose sur des cadres juridiques et institutionnels établis par des autorités compétentes. Elle s'inscrit dans une perspective à long terme, impliquant des dimensions sociales, économiques et politiques (Yogo, 2021). Dans le contexte du Bassin du Lac Tchad, elle ne concerne pas uniquement les ex-combattants, mais aussi diverses catégories de victimes : les femmes et enfants des combattants, les ex-otages et les retournés (Mudage & Iragi, 2022).

À l'inverse, la réintégration informelle désigne des dynamiques spontanées qui échappent aux cadres réglementaires officiels. Elle repose sur des relations sociales et économiques non codifiées, mais structurées, qui émergent au sein des communautés d'accueil. La réintégration informelle peut être influencée par des pratiques coutumières, des solidarités communautaires ou des arrangements pragmatiques dictés par les circonstances (Coulouris, 2019). S'appuyant sur De Boeck (1996), l'informel n'est pas l'informe ni l'inorganisé : il reste un entre-deux entre la forme et l'informe, entre la règle et l'absence de règles. Il peut, dans certains cas, pallier les insuffisances des dispositifs institutionnels.

2.6. Revue de la littérature

La littérature sur la réintégration des ex-associés de Boko Haram distingue principalement deux niveaux d'analyse : les facteurs de désengagement d'un côté, et les mécanismes de réintégration de l'autre. Du côté des facteurs de désengagement, Akum, Hoinathy et Samuel (2021) montrent que la détérioration des conditions de vie au sein du groupe — pénurie alimentaire, châtiments corporels, absence de perspectives économiques — a conduit de nombreux membres à envisager la défection. Ces auteurs soulignent également que les contradictions entre les messages de recrutement à connotation religieuse et les pratiques réelles du groupe ont généré une profonde désillusion. Les appels à la désertion et les promesses d'amnistie lancés par les États de la région ont joué un rôle déterminant dans les décisions de reddition.

Du côté des mécanismes de réintégration, Okereke & Ibeh (2019) montrent que les initiatives de réintégration des ex-associés de Boko Haram visent non seulement à répondre aux préoccupations immédiates en matière de sécurité, mais aussi à s'attaquer aux facteurs socio-économiques sous-jacents qui contribuent à la radicalisation. Anchaire (2021) insiste sur le fait que la réintégration est essentielle non seulement pour restaurer la paix et la sécurité, mais aussi pour favoriser le développement socio-économique local. Melchisedek, Mahamat et Garaktcheme (2024) montrent que la réintégration ne doit pas être considérée comme un simple exercice sécuritaire, mais comme une entreprise sociopolitique visant à restaurer la stabilité communautaire.

Cependant, la littérature existante présente plusieurs limites. Premièrement, peu de travaux traitent explicitement de la coexistence entre les dynamiques formelles et informelles de réintégration dans le contexte camerounais. La majorité des études se focalisent sur le cas nigérian (Owonikoko, 2023 ; Issa & Machikou, 2019). Deuxièmement, les recherches portent davantage sur les ex-combattants actifs que sur l'ensemble des catégories d'ex-associés, notamment les ex-otages, les femmes et les enfants. Troisièmement, le rôle des mécanismes informels communautaires comme précurseurs du cadre formel reste sous-documenté. C'est précisément ce vide que la présente étude cherche à combler, en documentant pour la première fois, de manière empirique, la précedence et la coexistence des pratiques informelles avec le cadre formel dans les Monts Mandara du Cameroun.

2.7. Théorie du capital social de liaison et hypothèse

La théorie du capital social de liaison de Woolcock et Narayan (2000) offre un cadre analytique pertinent pour comprendre les processus de réintégration. Selon ces auteurs, le capital social de liaison (bridging social capital) fait référence aux liens sociaux qui relient des individus et des groupes à des réseaux plus larges, tels que les communautés locales, les organisations civiles et les institutions gouvernementales. Cette théorie met en évidence l'importance de la confiance et de la coopération entre acteurs de niveaux différents pour faciliter la réintégration des ex-associés. Elle suggère que les efforts de réintégration doivent être centrés sur la construction de ces liens sociaux. Dans le contexte des Monts Mandara du Cameroun, elle permet d'analyser comment les acteurs locaux informels (comités de vigilance, chefs traditionnels, ONG) servent de « ponts » entre les ex-associés et les institutions formelles de l'État et des organisations internationales.

L'hypothèse de cette recherche est que l'informel précède et côtoie le formel dans la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun, et que ce capital social de liaison constitue le mécanisme central expliquant cette articulation.

3. Méthodologie

Cette étude adopte une approche qualitative, considérée comme la plus adaptée pour explorer les dynamiques complexes et sensibles de la réintégration des ex-associés à Boko Haram. Elle repose sur des entretiens semi-directifs réalisés en janvier 2025 auprès de 17 informateurs clés, couvrant la période allant de février 2017 — date à laquelle les premiers ex-associés sont arrivés massivement à Mozogo — à décembre 2024, marquant la réintégration officielle de la première vague de 708 ex-associés réhabilités au Centre DDR provisoire de Méri.

3.1. Technique d'échantillonnage et justification

Les 17 informateurs clés ont été sélectionnés selon un échantillonnage non probabiliste combinant la technique de la boule de neige (snowball sampling) et le choix raisonné (purposive sampling). La technique de la boule de neige a permis d'accéder aux acteurs difficiles à joindre directement, notamment les leaders des ex-associés et les représentants des comités de vigilance, à partir des contacts initiaux établis avec les autorités administratives. Le choix raisonné a guidé la sélection de profils complémentaires couvrant l'ensemble des segments institutionnels impliqués dans la réintégration : autorités administratives, traditionnelles et élues, forces de sécurité, organisations internationales, ONG, services de santé, et leaders des ex-associés eux-mêmes.

Ces deux techniques combinées sont particulièrement adaptées dans le contexte sensible et complexe des ex-associés à Boko Haram, où les réseaux sociaux jouent un rôle crucial dans l'identification et l'accès aux participants, et où la diversité des points de vue est essentielle pour appréhender la complexité du phénomène étudié.

3.2. Saturation théorique

La saturation théorique a été atteinte à partir du 15^e entretien : les deux entretiens suivants n'ont apporté aucun thème ou information substantiellement nouveau. Cette saturation a été évaluée de manière itérative au fil de la collecte, en comparant chaque nouveau témoignage aux catégories déjà construites, conformément aux standards méthodologiques en recherche qualitative (Akum et al., 2021 ; Coulouris, 2019). Le choix de 17 informateurs, au-delà du seuil de saturation, a permis de consolider la robustesse analytique et de confirmer les tendances émergentes.

3.3. Éthique de la recherche

Conformément aux principes éthiques de la recherche qualitative sur des populations vulnérables et dans des contextes post-conflit, les informateurs ont été identifiés par leur fonction et leur rôle institutionnel plutôt que par leur identité civile. Des codes anonymisés (IK1 à IK17) ont été attribués à chaque informateur, avec leur consentement éclairé recueilli oralement avant chaque entretien. Cette approche préserve la confidentialité des participants tout en permettant la restitution fidèle des données. Les entretiens ont été conduits en français et en Fulfuldé selon la préférence des informateurs, enregistrés avec leur accord, puis transcrits et traduits le cas échéant.

3.4. Terrain de l'étude

Les communes étudiées — Kolofata, Mozogo, Mora, Mokolo (site de Zamay) et Méri — présentent des caractéristiques sociodémographiques et culturelles diverses. Situées dans les départements du Mayo-Sava, du Mayo-Tsanaga et du Diamaré, ces communes sont à forte densité de population, avec des ethnies et des religions variées. Elles ont été directement affectées par les activités de Boko Haram et sont actuellement impliquées dans les processus de réintégration des ex-associés. Au total, les cinq communes comptaient 6 732 personnes anciennement associées à Boko Haram en cours de réintégration dans les communautés et au Centre provisoire DDR de Méri (voir Tableau 1).

Tableau 1 : Nombre de personnes dans les ménages d'ex-associés identifiés en communautés et dans le Centre DDR de Méri (mars 2023)

Départements	Communes	Chefs de ménage	Conjoints	Enfants	Autres personnes	Total
Mayo-Sava	Mora	216	207	894	207	1 524
	Kolofata	64	46	235	83	428
Mayo-Tsanaga	Mozogo	166	414	746	212	1 538
	Mokolo (Zamay)	83	94	409	96	682
Diamaré	Méri (Centre DDR)	322	455	1 296	487	2 560
Total		851	1 216	3 580	1 085	6 732

Source : Enquête de terrain, mars 2023 (auteur)

3.5. Profil des informateurs clés

Les 17 informateurs clés ont été sélectionnés pour couvrir l'ensemble des acteurs impliqués dans la réintégration : autorités administratives et préfectorales, élus locaux, autorités traditionnelles, chefs religieux, cadres militaires, responsables d'organisations humanitaires, personnels de santé, représentants de l'administration régionale et leaders des ex-associés eux-mêmes. Le tableau ci-dessous présente leurs codes et fonctions.

Tableau 2 : Profil des informateurs clés (entretiens de janvier 2025)

Informateurs clés – Codes et fonctions (entretiens de janvier 2025)			
Code	Fonction / Rôle dans le processus de réintégration	Code	Fonction / Rôle dans le processus de réintégration
IK1	Responsable administratif régional au Centre DDR de Mora et Méri	IK10	Responsable du centre de santé couvrant le Centre DDR de Méri
IK2	Représentant de l'autorité préfectorale du Mayo-Sava	IK11	Cadre de la Force Mixte Multinationale à Mora
IK3	Représentant de l'autorité préfectorale du Mayo-Tsanaga	IK12	Leader des ex-associés au Centre DDR de Méri
IK4	Autorité traditionnelle et élu local de Kolofata	IK13	Leader des ex-associés au site de Zamay
IK5	Responsable d'administration préfectorale à Mora	IK14	Leader des ex-associés dans la Commune de Kolofata
IK6	Responsable de l'ONG ALDEPA, intervenant au Centre DDR de Méri.	IK15	Leader religieux (Imam) à Kolofata
IK7	Autorité traditionnelle de Zamay	IK16	Chef de village à Mora
IK8	Ancien élu local à Mozogo	IK17	Responsable administration sectorielle, Promotion Femme et Famille à Maroua, intervenant au centre DDR de Méri
IK9	Président du Comité de Vigilance à Méri		

Source : Enquête de terrain, janvier 2025 (auteur)

3.6. Analyse des données

Une fois les données recueillies via les entretiens, une analyse rigoureuse en trois étapes a été conduite. D'abord, une analyse de contenu catégorielle a consisté à identifier et à coder des thèmes ou catégories dans les données textuelles afin d'en dégager des tendances significatives. Le codage a été réalisé par deux chercheurs indépendants : un accord inter-codeurs de 0,82 (kappa de Cohen) a été obtenu, ce qui indique un niveau d'accord solide. Les divergences ont été résolues par discussion et consensus.

Ensuite, la triangulation des données a permis de croiser les informations recueillies auprès de différentes catégories d'acteurs (autorités administratives, humanitaires, ex-associés) et de les confronter aux données documentaires disponibles (rapports OIM, notes de l'IFRI, documents CNDDR). Enfin, le members checking a été réalisé : les principales conclusions ont été restituées à cinq informateurs clés (IK1, IK3, IK6, IK9, IK12) pour validation, qui ont confirmé la fidélité des interprétations.

4. Résultats

Dans les Monts Mandara, la réintégration des ex-associés de Boko Haram a suivi deux principales dynamiques. D'une part, une réintégration semi-formelle a été initiée par les autorités administratives et militaires locales dès 2017, mais ralentie à partir de la création du CNDDR en novembre 2018 ; cette dynamique a opéré en étroite synergie avec un couloir de réintégration informelle porté par les acteurs communautaires. D'autre part, une réintégration formelle a été tardivement lancée par le CNDDR en décembre 2024, soit pratiquement six ans après sa création.

4.1. Du couloir semi-formel au couloir informel

4.1.1. Dispositif local ad hoc pour l'acceptation de la première vague d'ex-associés

Selon IK8, le 2 février 2017, 86 ménages, soit 410 personnes (90 femmes, 61 hommes et 259 enfants), sont arrivés à Moskota, suscitant une vive inquiétude parmi la population locale et les nouveaux arrivants. Une commission d'enquête, mise en place par le Préfet du Mayo-Tsanaga, s'est chargée d'établir leur identité, de vérifier leurs liens avec Boko Haram et d'évaluer les risques potentiels.

IK8 : *« Après neuf mois d'enquêtes, la Commission a conclu qu'ils étaient tous camerounais, qu'il n'y avait pas de preuve à charge pour les considérer comme terroristes ou complices des terroristes, qu'ils sont tous "ex-otages", qu'aucun texte réglementaire ne permet leur confinement dans un espace réduit gardé par les forces de maintien de l'ordre, qu'ils peuvent retourner dans leur communauté. »*

Cependant, certaines populations estimaient que certains d'entre eux avaient participé aux campagnes d'attaques de Boko Haram dans leurs villages, sans pour autant témoigner à charge contre eux. D'un autre côté, certains ex-otages craignaient de rentrer, redoutant des représailles. Afin d'apaiser les tensions, le gouverneur de la région a prôné la réconciliation lors d'une visite en octobre 2017 à Mozogo, mais les craintes persistaient. Face à l'impossibilité de les réintégrer immédiatement dans leurs communautés d'origine, les autorités ont organisé leur transfert vers le site de Zamay entre décembre 2017 et janvier 2018.

Pour IK7 : *« Ce site a progressivement accueilli les ex-associés venant de la commune de Mozogo pour atteindre près de 964 personnes en novembre 2018. »*

IK3 s'interroge : *« Le camp de Zamay était une solution temporaire. Mais la question est : jusqu'à quand ? Si on les*

laisse là trop longtemps, ils deviennent des déplacés internes et non plus des ex-associés à Boko Haram en réintégration. »

4.1.2. Comité de gestion des plaintes de Zamay

Pour prévenir les tensions et encadrer cette cohabitation, un Comité de gestion des plaintes de Zamay a été mis en place, composé à la fois de représentants des populations hôtes et d'anciens otages relocalisés. Son fonctionnement repose sur des principes de justice, d'équité et de transparence.

IK7 déclare : « Nous avons mis en place ce comité pour que les conflits ne dégénèrent pas et que chacun puisse exprimer ses préoccupations dans un cadre apaisé. Grâce à ce comité, nous avons évité beaucoup de conflits qui auraient pu mal tourner. Cela nous aide à mieux vivre ensemble. »

IK13 complète : « Les membres du comité écoutent chaque camp, rassemblent des témoignages et trouvent des solutions qui conviennent à tous. »

4.1.3. Première expérience de triage peu valorisée

À partir d'octobre 2017, les autorités camerounaises ont informé les communautés que les Camerounais se trouvant sous le contrôle de Boko Haram dans la forêt de Sambissa pouvaient se rendre avant fin décembre et bénéficieraient d'un traitement humain (IK4). Les personnes se rendant étaient accueillies à la frontière par les membres des comités de vigilance ou les militaires, puis convoyées au camp de la Force Mixte Multinationale à Mora pour être évaluées (IK2). Un triage a permis de les classer en trois catégories : 1) combattants (ayant participé à des batailles) ; 2) croyants radicalisés (engagés dans le groupe sans combattre) ; 3) anciens otages.

Pour IK11, « l'essentiel du triage consistait à comprendre l'histoire de la personne dans le groupe (conditions dans lesquelles la personne a rejoint Boko Haram, durée et rôles joués), les signes distinctifs sur la personne (marque de port d'arme ou dextérité à démonter les armes) ou des signes de radicalisation. »

4.1.4. Rôle des mécanismes communautaires et des ONG

Plusieurs communautés ont mis en place des stratégies culturelles pour faciliter l'acceptation des ex-associés. La Tawba, cérémonie de repentance inspirée de l'Islam pratiquée notamment à Kolofata, consiste à faire reconnaître publiquement les fautes, demander pardon et jurer sur le Coran de ne plus récidiver.

Pour IK15 : « Nous leur avons demandé de jurer sur le Coran qu'ils ne retourneraient plus chez Boko Haram. C'est une

preuve de leur engagement, car en Islam, un serment devant Dieu est une chose très sérieuse. »

L'ONG ALDEPA a mené des campagnes de sensibilisation sur le vivre-ensemble et la dénonciation de la stigmatisation. L'OIM a collaboré avec des acteurs locaux pour améliorer les infrastructures et financer des projets de réintégration économique à travers des initiatives « argent contre travail »¹.

IK14 déclare : « *OIM nous a permis d'avoir de l'eau potable et des activités génératrices de revenus. Cela aide à intégrer les ex-associés en leur donnant une raison de rester ici.* »

IK6 complète : « *Nous intervenons dans certaines communautés accueillant des ex-associés à Boko Haram, ainsi qu'au centre DDR de Méri, en aidant en gestion des conflits des groupes de jeunes et des femmes incluant membres des communautés hôtes et ex-associés, Nous soutenons aussi des activités sportives, culturelles et de sensibilisation à la paix via les radios communautaires.* »

Malgré ces efforts, la réintégration reste marquée par des préoccupations communautaires persistantes. Des soupçons de maintien de contacts avec Boko Haram, des conflits liés au non-respect des traditions locales (notamment les mariages précoces), et une méfiance généralisée limitent l'acceptation des ex-associés (IK5, IK15). La création du CNDDR en novembre 2018 et le décret présidentiel accordant d'emblée le pardon à tout ex-associé qui se rend ont par ailleurs mis fin à la possibilité de poursuivre le triage opéré par les autorités locales.

4.2. Réintégration dans le couloir formel

Le couloir formel de réintégration a vu le jour en novembre 2018 avec la création du CNDDR par décret présidentiel n°2018/719. Ce comité dispose d'un centre d'accueil et de désarmement à Mora et d'un centre provisoire de réhabilitation à Méri.

Pour IK1, « *le CNDDR joue un rôle fondamental en facilitant non seulement le désarmement et la démobilisation des anciens combattants, mais aussi leur réinsertion sociale et économique. Le décret prévoit des mesures spécifiques pour assurer une approche holistique, incluant des programmes de formation professionnelle, d'éducation et de soutien psychologique.* »

¹ Le cash for work comprend notamment : l'aménagement des berges des cours d'eau à Doulo, le reboisement à Mémé (commune de Mora), Source : OIM Maroua, rapports d'activités 2022-2024.

Les ex-associés gardés à la Force Mixte Multinationale à Mora ont été transférés au Centre provisoire de Méri en juin 2020. En début 2021, à la faveur de la mort d'Abubakar Shekau, le retour des ex-associés s'est accéléré pour atteindre 2 560 personnes à Méri en mars 2023. Ils bénéficient de distributions alimentaires, de la prise en charge gratuite de la santé, d'un accompagnement psychosocial, de l'éducation spéciale des enfants et de formations professionnelles. Le 18 décembre 2024, la première vague de 708 ex-associés (103 hommes, 176 femmes et 429 enfants) a été officiellement réintégrée dans leurs communautés (CNDDR, 2024).

IK10 explique : *« Nous prenons en charge gratuitement les soins de santé de cette population spéciale que sont les pensionnaires du Centre DDR de transit de Méri : consultations, laboratoire, pharmacie, soins, accouchements, hospitalisation. Nous surveillons plus étroitement les risques de propagation des maladies contagieuses car la promiscuité et l'insuffisance d'hygiène au Centre peuvent les favoriser. »*

La réintégration des femmes et des enfants, souvent les plus vulnérables, a constitué un enjeu majeur. Des espaces et services provisoires ont été mis en place au centre DDR de Méri, incluant un soutien psychosocial, un soutien psychologique, un soutien à la réinsertion (alphabétisation, réinsertion familiale et professionnelle) et un soutien en matière de santé sexuelle et reproductive (IK17).

Un problème commun aux ex-associés réhabilités dans les circuits formels et informels est l'absence de documents officiels reconstitués. Cette situation complique leur accès aux services publics et limite leurs opportunités économiques.

IK2 explique : *« La majorité des ex-associés sont issus de zones reculées où l'état civil est peu accessible. »*

IK12 se plaint : *« Sans papiers, nous ne pouvions plus prétendre à une nationalité, ni circuler librement. »*

5. Interprétation

Les résultats présentés permettent, au regard de la théorie du capital social de liaison de Woolcock et Narayan (2000), de confirmer que la réintégration des ex-associés à Boko Haram se déroule effectivement dans le cadre de capitaux sociaux reliant les individus ex-associés aux groupes communautaires (comités de vigilance, autorités traditionnelles), aux communautés locales et, plus largement, à l'État central et aux organisations internationales.

Toutefois, ces interactions se jouent encore dans des cadres à la fois informels et formels qui ne satisfont pas encore l'ensemble des parties prenantes. Les leaders locaux, qui opèrent principalement comme acteurs informels, souhaitent davantage d'intégration dans le cadre formel. Leurs premières initiatives — commission ad hoc de détermination des profils, fiche d'évaluation du niveau des risques expérimentée par la FMM, comité de gestion de plaintes de Zamay — ne trouvent pas de continuité dans le cadre formel DDR mis en place. Les organisations internationales regrettent, quant à elles, que les poursuites ne s'appliquent pas aux ex-associés ayant commis des crimes graves, car le décret présidentiel accorde d'emblée le pardon à tous les ex-associés qui se rendent.

La théorie du capital social de liaison souligne l'importance de la collaboration entre acteurs formels et informels pour garantir une réintégration réussie. Les acteurs informels, en raison de leur connaissance intime des réalités locales, devraient exercer une influence significative sur les actions formelles des autorités. Or, les interactions entre les deux niveaux — informel et formel — ne sont pas encore dynamiques et mutuellement renforcées comme la théorie préconise. Ainsi, les initiatives informelles ne se contentent pas de compléter les efforts formels ; elles en constituent parfois la condition préalable et la condition de succès de la réintégration.

Discussion

Les résultats de cette étude mettent en évidence l'importance de l'approche intégrée entre les acteurs de la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara. Cette approche intégrée est précisément ce que soutient la théorie du capital social de liaison de Woolcock et Narayan (2000) : elle fait référence aux liens sociaux qui relient les individus et les groupes à des réseaux plus larges, tels que les communautés locales, les organisations civiles et les institutions gouvernementales. Or, ce type de liaison reste encore insuffisamment développé dans le contexte étudié.

Cela n'est pas encore acquis au regard des résultats qui révèlent une certaine désarticulation entre les interventions des acteurs, au point où la réintégration des ex-associés n'arrive pas encore à affaiblir significativement les groupes de Boko Haram dont les combattants continuent d'entretenir l'insécurité.

S'appuyant sur l'avis de De Boeck (1996), l'informel n'est pas l'informe ni l'inorganisé, mais il reste un entre-deux entre la forme et l'informe, entre la règle et l'absence de règles. Tous les acteurs devraient donc faire des efforts de formalisation : les acteurs institutionnels (Gouvernement et Organisations internationales) doivent s'ouvrir davantage aux acteurs locaux (groupes communautaires, autorités traditionnelles et administrations locales), et ces derniers doivent à leur tour documenter leurs pratiques et les inscrire dans des

cadres partagés. Cette complémentarité rejoint les conclusions de Melchisedek et al. (2024) sur la nécessité d'une approche sociopolitique intégrée de la réintégration dans le Bassin du Lac Tchad.

Par ailleurs, la présente étude confirme et précise les limites identifiées par l'IFRI (Bobbo, 2023) concernant le déficit de volonté politique et de financement du programme de DDR camerounais. Elle montre que la carence du cadre formel a été compensée — de manière imparfaite mais significative — par des dynamiques informelles, ce qui constitue une contribution originale à la littérature.

Conclusion

Cette étude a démontré que l'informel précède et côtoie le formel dans la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun. Les pratiques informelles mises en place par les communautés locales et les organisations humanitaires ont joué un rôle crucial dans l'accueil et la réintégration des ex-associés, avant même la mise en place du cadre formel par le gouvernement camerounais.

Ces résultats soulignent l'importance de prendre en compte les réalités locales et les spécificités culturelles des communautés d'accueil dans la conception et la mise en œuvre des politiques de réintégration. La recommandation principale de cette étude est de mettre en place un cadre formel complet et intégré pour la réintégration des ex-associés aux mouvements terroristes, qui capitalise sur les pratiques informelles existantes et associe pleinement les communautés locales, les autorités traditionnelles et les organisations humanitaires. Cette intégration nécessite une collaboration étroite entre les acteurs gouvernementaux, les organisations humanitaires et les communautés locales pour garantir une réintégration réussie et durable.

Enfin, cette étude contribue à une meilleure compréhension des défis et des opportunités liés à la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les Monts Mandara du Cameroun. Ses résultats peuvent informer les politiques publiques, les programmes des organisations internationales et les pratiques des ONG dans ce domaine, dans le Cameroun et, plus largement, dans l'ensemble du Bassin du Lac Tchad.

Conflit d'intérêts : L'auteur n'a déclaré aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : L'auteur n'a obtenu aucun financement pour cette recherche.

Déclaration relative aux participants humains : Cette étude a été approuvée par Pr Fogou Anatole, encadreur de thèses/PhD en Sciences Humaines à l'Ecole Doctorale de l'Université de Maroua et les principes de la Déclaration d'Helsinki ont été respectés.

References:

1. Akum, F., Hoinathy, R., & Samuel, M. (2021). Managing the journey out of violent extremism in the Lake Chad Basin. ISS West Africa Report, 2021(32), 1-28.
2. Altintas, G. (2020). La capacité dynamique de résilience : l'aptitude à faire face aux événements perturbateurs du macro-environnement. *Management & Avenir*, 115(1), 113-133.
3. Anchaire, A. (2021). Contributions à la stratégie nationale de réintégration des personnes associées à Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun. In *Réinsertion, réintégration et résilience dans les communautés affectées par l'extrémisme violent à l'Extrême-Nord du Cameroun*. UNFPA.
4. Assouga, C. M. (2018). Les frontières camerounaises entre héritages historiques et contestations nouvelles. *Revue des sciences sociales*, 60, 26-35.
5. Carchereux, A., & Lenoble, M.-A. (2024). La réintégration des anciens membres de Boko Haram à Maiduguri (Nigeria). *Conflict Transformation in Practice*, Genève.
6. Cohen, C. (2015). Boko Haram, une impossible sociologie politique ? *Afrique contemporaine*, 255(3), 75-92.
7. Coulouris, R. L. (2019). The roles of communities in the effective reintegration of violent extremist offenders in the Lake Chad Basin countries. Johns Hopkins University.
8. De Boeck, F. (1996). Identité, résistance et « effervescence » sociale. Perspectives locales et globales au Zaïre. In G. de Villers (dir.), *Phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique*. Cahiers africains, n° 19-20 (pp. 184-218). Institut africain-CEDAF/L'Harmattan.
9. Gwoda, A. A., & Wassouni, F. (2017). *Regards Croisés Sur Boko Haram au Cameroun*. Les éditeurs du Schabel.
10. Humphreys, M., & Weinstein, J. M. (2007). Demobilization and reintegration. *Journal of Conflict Resolution*, 51(4), 531-567.
11. IEP. (2016). *Global Terrorism Index 2016 : Mesurer et comprendre l'impact du terrorisme*. Institute for Economics and Peace.
12. Issa, S., & Machikou, N. (2019). *Reintegrating Former Boko Haram Associates (Policy Brief)*. Global Centre on Cooperative Security.

13. ITM. (2016). Mesurer et comprendre l'impact du terrorisme. <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2016/11/Global-Terrorism-Index-2016.2.pdf>
14. Jennings, K. (2008). Seeing DDR from below: Challenges and dilemmas raised by the experiences of ex-combatants in Liberia. New Security Programme Report, 3.
15. Knight, M., & Ozerdem, A. (2004). Guns, camps and cash: Disarmament, demobilization and reinsertion of former combatants in transitions from war to peace. *Journal of Peace Research*, 41(4), 499-516.
16. Mahmood, O. S., & Ani, N. C. (2018). Responses to Boko Haram in the Lake Chad region: Policies, cooperation and livelihoods. Institute for Security Studies, Addis Ababa.
17. Rapport de terrain, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Maroua.
18. Melchisedek, C. (2011). Par ici l'authenticité. *Téoros*, 30, 44-54.
19. Melchisedek, C. (2020). Comprendre Boko Haram à partir d'une perspective historique, locale et régionale. *Taylor & Francis*, 54, 215-227.
20. Melchisedek, C., Mahamat, M., & Garaktcheme, G. (2024). Reinserting ex-associates of Boko Haram in Cameroon. *African Security Review*, 33(2), 196-209.
21. Mudage, F. M., & Iragi, V. M. (2022). Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine et le Conseil de Sécurité de l'ONU : subsidiarité, concurrence ou complémentarité d'actions en Afrique ? *Revista de Estudios Africanos*, 3, 32-60.
22. Okereke, C. N.-E., & Ibeh, C. (2019). Deradicalisation and rehabilitation of former Boko Haram combatants in Nigeria: Operation Safe Corridor explained. In *Terrorist Deradicalisation in Global Contexts* (pp. 111-129).
23. ONU. (2006). L'ONU présente de nouvelles normes visant à améliorer les programmes de désarmement et de démobilisation. Nations Unies.
24. Owonikoko, S. B. (2023). Prospects of harmonising rehabilitation programs for surrendered ex-Boko Haram combatants in the Lake Chad Region. *African Journal on Terrorism*, 13(1), 136-154.
25. Pérouse de Montclos, M.-A. (2015). Boko Haram, une exception dans la mouvance djihadiste ? *Politique étrangère*, 2, 147-158.
26. Rhea, R. W. (2016). Ex-Combatant Reintegration in the Great Lakes Region: Processes & Mechanisms, Trajectories & Paradoxes. Centre for Peace Studies, The Arctic University of Norway.
27. Saïbou Issa, Mahamat, H. M., Barka, B., & Yaouba, A.-A. (2020). Boko Haram : les mots d'une crise. Éditions L'Harmattan.

28. Schulhofer-Wohl, J., & Sambanis, N. (2010). Disarmament, demobilization, and reintegration programs: An assessment. Folke Bernadotte Academy Research Report.
29. Seignobos, C., & Iyébi-Mandjek, O. (2017). Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun. IRD Éditions.
30. Unies, N. (2016). Guide pratique des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration (IDDRS). <https://peacebyafrica.com/wp-content/uploads/2021/12/Guide-Pratique-IDDRS-FR-web.pdf>
31. Woolcock, M., & Narayan, D. (2000). Social capital: Implications for development theory, research, and policy. *The World Bank Research Observer*, 15(2), 225-249.
32. Yogo, E. E. (2021). Contrer l'extrémisme violent au Cameroun. Centre pour la Démocratie et le Développement.
33. Zenn, J. (2017). Demystifying al-Qaida in Nigeria: Cases from Boko Haram's founding, launch of Jihad and suicide bombings. *Perspectives on Terrorism*, 11(6), 173-189.